

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Lorraine

Nancy, le 23 juin 2014

Unité Territoriale de Meurthe et Moselle et de la Meuse  
8 bis rue Pierre Fourier - CS 12247  
54022 NANCY CEDEX

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Installation classée pour la protection de l'environnement  
Société Manufacture de Baccarat  
Constitution de garanties financières  
Déclaration de la rubrique principale IED - demande d'antériorité

**Réf. :** Courriers des 6 novembre 2013 et 20 février 2014, complétés le 10 juin 2014  
Transmissions préfectorales des 4 décembre 2013 et 18 mars 2014

--	--	--

## **1 - Constitution de garanties financières**

### **1.1 Présentation**

La Société Manufacture de Baccarat est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2010/111 du 25 juin 2010 à poursuivre l'exploitation d'une cristallerie sur le territoire de la commune de BACCARAT.

Le décret n° 633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BACCARAT, la Société Manufacture de Baccarat considère qu'elle est notamment concernée au titre des rubriques 2531 et 2565 et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20% du montant des garanties relatives à l'installation classée visée par la rubrique 2531 avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- 20% du montant total de la garantie pour cette installation pendant les 4 années suivantes ou 10 % pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées au près de la Caisse des Dépôts et Consignation ;
- à partir de 2019 pour l'installation visée par la rubrique 2565 pour un montant qui sera défini ultérieurement.

L'exploitant doit transmettre à M. le Préfet, pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014, un document attestant de la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition du montant des garanties financières est à adresser à M. le Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution, soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 20 février 2014 et complétée le 10 juin 2014 suite à la demande de l'inspection des installations classées du 7 avril 2014.

### **1.2 - Analyse des éléments transmis par l'exploitant**

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **$\alpha$**  : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.

- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la Société Manufacture de Baccarat, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- **Me** = 42 810 €
- **Mi** = 0 €, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de cuve enterrée sur site.
- **Mc** = 540 €
- **Ms** = 23 615 €
- **Mg** = 14 880 €

#### **Me - Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets**

Les déchets et produits dangereux pris en compte pour le calcul de Me sont les suivants :

<b>Nature du produit ou du déchet</b>	<b>Commentaire</b>
Stock d'acide sulfurique	30 t repris par le fournisseur
Bains de traitement à l'acide sulfurique et acide fluorhydrique	3 t éliminées en installation de traitement de déchets dangereux.
Bain de traitement (soude)	1,5 t éliminées en installation de traitement de déchets dangereux.
Boues de décantation acides	22 t éliminées en installation de traitement de déchets dangereux.
DIB	11 t
Sulfate de calcium	30 t valisées en cimenterie
Carbonate de calcium	40 t repris par le fournisseur

L'exploitant a fourni les justificatifs des montants d'élimination. En ce qui concerne les bains de rinçage de l'installation de traitement de surface, l'exploitant n'a pas évalué de coût d'élimination, considérant que ces eaux pouvaient être traitées par la station de neutralisation interne.

En cas de cessation d'activité, il est possible que le traitement de ces bains en interne ne soit pas garanti. L'inspection juge cependant que cette différence n'est pas de nature à modifier l'ordre de grandeur du montant total calculé.

#### **Mc - Interdictions ou limitations d'accès au site**

Le site est actuellement clôturé, seul le coût de mise en place de panneaux de restriction d'accès a donc été évalué.

#### **Ms - Surveillance des effets de l'installation sur son environnement**

Cet item correspond à la surveillance de la qualité des eaux souterraines (le dispositif de surveillance étant en place) et au diagnostic de pollution des sols du site.

#### **Mg - Surveillance du site (gardiennage ou autre dispositif équivalent)**

Le coût lié à cette surveillance est évalué par l'exploitant à 14 880 € sur la base de deux rondes d'une heure par jour par une société spécialisée pendant 6 mois. L'inspection n'a pas d'objection à formuler.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 700,3 (février 2014) ;
- Index 0 : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7 ;
- TVAR : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières) ;
- TVA 0 : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6 %.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 92 477 €, corrigé par l'inspection à 92 277 € (prise en compte d'un indice TP01 plus récent).

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

## **2 - Déclaration du statut « IED »**

### **2.1 - Contexte**

Conformément aux dispositions de l'article R 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant d'une installation existante visée par les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement (chapitre 2 de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010), doit faire parvenir à M. le Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2013-374 du 2 mai 2013, soit avant le 5 novembre 2013, une proposition motivée de rubrique principale et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale pour son activité.

La Société Manufacture de Baccarat a fait parvenir à M. le Préfet sa proposition de rubrique principale par courrier du 6 novembre 2013.

Les activités exercées étaient visées par la directive 2008/1/CE du 15/01/08 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC.

### **2.2 - Analyse de l'Inspection**

Parmi les rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées, l'exploitant propose de retenir la rubrique 3330 comme rubrique principale de l'installation : « Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour ».

De plus, l'exploitant propose de retenir les conclusions sur les MTD (BATs) sur la fabrication du verre (GLS), comme conclusions relatives à la rubrique principale de l'exploitation.

L'Inspection des Installations Classées considère que la proposition de l'exploitant concernant la rubrique principale est adaptée à l'établissement situé sur la commune BACCARAT et dont les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°2010/111 du 25 juin 2010.

### **3 - Conclusion de l'Inspection des Installations Classées**

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet de formaliser l'accord sur la proposition de rubrique principale par arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R 512-31 du code de l'environnement, actant ainsi le bénéfice de l'antériorité au titre cette rubrique 3330 de la nomenclature des installations classées nouvellement créée. A cet effet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport. Par ailleurs, il est également proposé dans ce projet la prescription des garanties financières sur la base du montant proposé par l'exploitant et des échéances prévues par la réglementation nationale.

Afin de mettre en cohérence les hypothèses de calculs et les conditions d'exploitation du site, le projet d'arrêté intègre une capacité maximale de stockage des déchets issus de l'exploitation de l'installation de traitement chimique du verre.

Il est proposé de recueillir l'avis des membres du CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

## **Projet d'arrêté complémentaire**

### **Société MANUFACTURE DE BACCARAT située à BACCARAT actant le bénéfice de l'antériorité et prescrivant la constitution de garanties financières pour son installation de travail chimique du cristal**

**Le Préfet de Meurthe et Moselle,**

**VU** la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**VU** le Code de l'Environnement et en particulier son Livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010/111 du 25 juin 2010 ;

**VU** la déclaration de rubrique principale IED de l'exploitant daté du 6 novembre 2013 ;

**VU** le courrier de l'exploitant en date du 20 février 2014, complété le 10 juin 2014, transmettant sa proposition de calcul de garantie financière ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine NA/MS/356/2014 daté du 23 juin 2014 ;

**VU** l'avis du CODERST lors de sa séance du XXXX ;

**CONSIDÉRANT** que conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant a proposé à M. le Préfet par courrier susvisé de retenir la rubrique 3330 comme rubrique principale de l'exploitation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles GLS « Manufacture of Glass » comme BATc relatives à la rubrique principale pour son activité de fabrication de cristal ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que, conformément aux dispositions de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

**CONSIDÉRANT** que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre de la des rubriques n° 2531 et 2565-2-a de la nomenclature des installations listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et quelles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que ces activités sont exploitées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 € ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas de cessation d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

## Arrête

### TITRE PREMIER

#### Article 1.1 - Fonctionnement au bénéfice des droits acquis, rubrique principale IED

L'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010/111 du 25 juin 2010 susvisé est complété comme suit :

*« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R515-58 du Code de l'Environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3330 relative à la fabrication du verre avec une capacité de fusion supérieure à 20t/j, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale celles relatives à la fabrication du verre ».*

Au tableau figurant à l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010/111 du 25 juin 2010 susvisé, est ajouté :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
3330	A	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Fabrication de cristal pour une capacité maximale de 13 500 t/an, soit 37 t/j.

### TITRE 2

#### Article 2.1 - Champ d'application

La société Manufacture de Baccarat, dont le siège social est situé 20, rue des Cristalleries - BP 31 - 54120 BACCARAT est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de BACCARAT.

#### Article 2.2 - Garanties financières

##### - Article 2.2.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'installation classée sous la rubrique 2531 exploitée sur le site, listée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, et à ses installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

##### - Article 2.2.2 - Montant des garanties financières

Le montant initial des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 92 277 € TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 700,3 (février 2014) et un taux de TVA de 20%.



- Article 2.2.3 - Établissement des garanties financières

L'exploitant devra constituer à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % du montant initial des garanties financières à la première échéance ;
- 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations, l'échéancier est le suivant :

1. constitution de 20 % du montant initial des garanties financières à la première échéance ;
2. constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis à M. le Préfet avant la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à M. le Préfet au moins trois mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

- Article 2.2.4 - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse à M. le Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

- Article 2.2.5 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès de M. le Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

- Article 2.2.6 - Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance de M. le Préfet avant sa réalisation.

- Article 2.2.7 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.



#### **- Article 2.2.8 - Appel des garanties financières**

M. le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

#### **- Article 2.2.9 - Levée de l'obligation de garanties financières**

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et suivants, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision de M. le Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement, M. le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### **Article 2.3 - Changement d'exploitant**

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse à M. le Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par M. le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

#### **Article 2.4 - Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site**

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Boues de décantation acides	22 t
DIB	11 t
Sulfate de calcium	30 t
Carbonate de calcium	40 t

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection des installations classées. Il tient à jour un état des stocks des déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **TITRE 3 - Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

### **TITRE 4 - Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **TITRE 5 - Articles d'exécution.**